



## **Eurobaromètre Standard 76**

**Automne 2011**

# **EUROPE 2020**

## **RAPPORT**

Terrain : Automne 2011

Publication : Mars 2012

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Direction générale Communication (DG COMM Unité "Research and Speechwriting").

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

**Eurobaromètre Standard 76 / Automne 2011 – TNS Opinion & Social**

**Eurobaromètre Standard 76**  
**Automne 2011**

**EUROPE 2020**

Étude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de la  
Commission européenne - Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne - Direction générale  
Communication

## TABLE DES MATIERES

<b>PRESENTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020 .....</b>	<b>7</b>
<b>2. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020 .....</b>	<b>11</b>
<b>3. LES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR CHACUNE DES INITIATIVES.....</b>	<b>15</b>
3.1 Les priorités dans le domaine de l'innovation .....	16
3.2 Les priorités dans le domaine de la jeunesse.....	17
3.3 Les priorités concernant Internet .....	18
3.4 Les priorités dans le domaine de l'énergie.....	20
3.5 Les priorités dans le domaine de l'industrie .....	21
3.6 Les priorités dans le domaine de l'emploi et la formation .....	23
3.7 Les priorités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.....	24
<b>4. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPEENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE.....</b>	<b>26</b>

## PRESENTATION

Lancée en mars 2010 par la Commission européenne, la stratégie Europe 2020 se donne pour objectif de surmonter la crise financière et économique actuelle et de préparer au mieux l'économie européenne aux principaux enjeux et défis de la décennie 2010-2020<sup>1</sup>. Cette stratégie structure ainsi le cadre de mise en place de plusieurs initiatives ayant pour finalité de favoriser et de renforcer les conditions d'une croissance européenne innovante, durable et inclusive.

Depuis l'Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73), la perception par les Européens de la stratégie Europe 2020 a été régulièrement mesurée. Il est donc aujourd'hui possible de commencer à avoir du recul sur les différents indicateurs et d'analyser avec précision les évolutions de l'opinion publique européenne sur le sujet.

Dans cet Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76), l'appréciation par l'opinion européenne de la stratégie Europe 2020 est appréhendée par quatre indicateurs : en premier lieu, les Européens sont interrogés sur l'importance qu'ils accordent aux sept initiatives définies par la Commission européenne. Ils sont, en second lieu, questionnés sur le réalisme des objectifs chiffrés. Dans un troisième temps, il leur est demandé de se prononcer sur le caractère prioritaire ou pas de 21 actions s'inscrivant dans le cadre de chacune des sept initiatives phares. Enfin, en ayant pris connaissance des objectifs chiffrés et des différentes actions à mettre en œuvre dans le cadre de la stratégie Europe 2020, les Européens sont amenés à juger de manière positive ou négative la direction prise par l'Union européenne pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux.

Le rapport complet de l'Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 est composé de quatre volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre Standard. Trois autres volumes présentent l'état de l'opinion publique européenne sur : la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la stratégie Europe 2020.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

---

<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/europe2020/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm)

\* \* \*

La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Une note technique relative aux interviews réalisées par les instituts membres du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe à ce rapport. Elle mentionne également les modalités d'interview de même que les intervalles de confiance<sup>2</sup>.

*Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :*

*[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)*

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe  
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

*Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.*

---

<sup>2</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où la personne interrogée a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

#### ABREVIATIONS

UE27	Union européenne – 27 Etats membres
UE15	« pays UE15 »*
NEM12	« pays NEM12 »**
Zone euro	Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Finlande, Estonie, République de Chypre
Hors zone euro	Bulgarie, République tchèque, Danemark, Lituanie, Lettonie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Suède, Royaume-Uni
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre***
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine****
IS	Islande
ME	Monténégro

\* Les pays « UE15 » sont les 15 pays ayant intégré l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et de 2007. C'est à dire la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

\*\* Les pays « NEM12 » sont les 12 « Nouveaux Etats membres » ayant intégré l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et de 2007. Il s'agit de la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la République de Chypre, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.

\*\*\* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

\*\*\*\* Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

## 1. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

### ***- Les Européens continuent de placer en tête les initiatives sociales et environnementales -***

Dans cette enquête, les personnes interrogées étaient d'abord appelées à caractériser le degré d'importance de sept initiatives définies par l'Union européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020<sup>3</sup>. Pour ce faire, elles devaient pour chacune d'entre elles attribuer une note de 1 à 10, 1 signifiant « pas du tout importante » et 10 « très importante ». Les pourcentages ont été ensuite agrégés en trois catégories de réponse : « important » pour les notes de 7 à 10, « moyennement important » pour les notes 5 et 6 et « pas important » pour les notes de 1 à 4. La même question avait été posée lors de l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2011 (EB75) et lors de l'Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73).

L'enseignement principal réside dans la très forte stabilité des jugements à l'égard de ces sept initiatives phares. Comme lors de l'Eurobaromètre précédent, **six initiatives sur sept sont considérées comme importantes par une majorité absolue d'Européens** ; parmi elles, les mesures sociales et environnementales restent en tête de la hiérarchie des initiatives perçues comme les plus importantes, devant les mesures pour l'éducation et celles visant à soutenir la compétitivité de l'économie européenne et l'innovation. **L'opinion européenne exprime, et confirme, au travers de ses réponses sur l'importance de ces initiatives, une attente d'action forte de la part de l'Union européenne pour sortir de la crise.**

De manière détaillée, plus de trois quarts des Européens jugent important d'« aider les gens pauvres et socialement exclus et de leur permettre de prendre une part active dans la société » (79%, stable), de « moderniser les marchés de l'emploi en visant à l'augmentation du niveau des emplois » (78%, -1 point) et de « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (75%, -1 point).

Trois initiatives réunissent entre 60% et 70% des Européens sur l'importance de leur mise en œuvre : il s'agit de « l'augmentation de la qualité et de l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (70%, stable), de « l'aide à la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (69%, +1 point) et de « l'augmentation de l'aide aux politiques de recherche et de développement et la transformation des inventions en produits » (60%, stable).

---

<sup>3</sup> QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Juste après les mesures sociales et environnementales, viennent donc les mesures de soutien à l'enseignement supérieur, de promotion de la compétitivité européenne et de soutien à l'innovation et à la recherche.

Depuis la mise en place de cet indicateur dans l'Eurobaromètre du printemps 2010 (EB73), la lutte contre les exclusions, l'emploi et le développement durable se sont continuellement placés dans le trio de tête des initiatives de la stratégie Europe 2020 perçues comme les plus importantes.

C'est la troisième fois que cette question est posée dans l'Eurobaromètre, après le printemps 2010 (EB73), le printemps 2011 (EB75), et donc, l'automne 2011 (EB76). Si l'on analyse les évolutions de chacune des initiatives depuis le printemps 2010, on constate que les réponses à cette question sont restées très stables d'une enquête à l'autre :

Après une hausse de trois points dans l'importance donnée à « **aider les gens pauvres et les socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société** » entre le printemps 2010 (EB73), 76%, et le printemps 2011 (EB75), 79%, les réponses sont ensuite restées stables à l'automne 2011.

Après une hausse de trois points entre le printemps 2010 (76%) et le printemps 2011 (79%) de la proportion d'Européens la jugeant importante, l'initiative de « **moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois** » a reculé très légèrement à l'automne 2011 (78%, -1).

L'idée selon laquelle il est important de « **soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre** » avait également progressé de trois points entre le printemps 2010 (73%) et le printemps 2011 (76%) ; cette initiative est très légèrement en retrait à l'automne 2011 (-1, à 75%).

L'initiative « **d'augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE** » est jugée importante par 70% des Européens, comme au printemps 2011, où elle avait enregistré une hausse de 3 points depuis le printemps 2010.

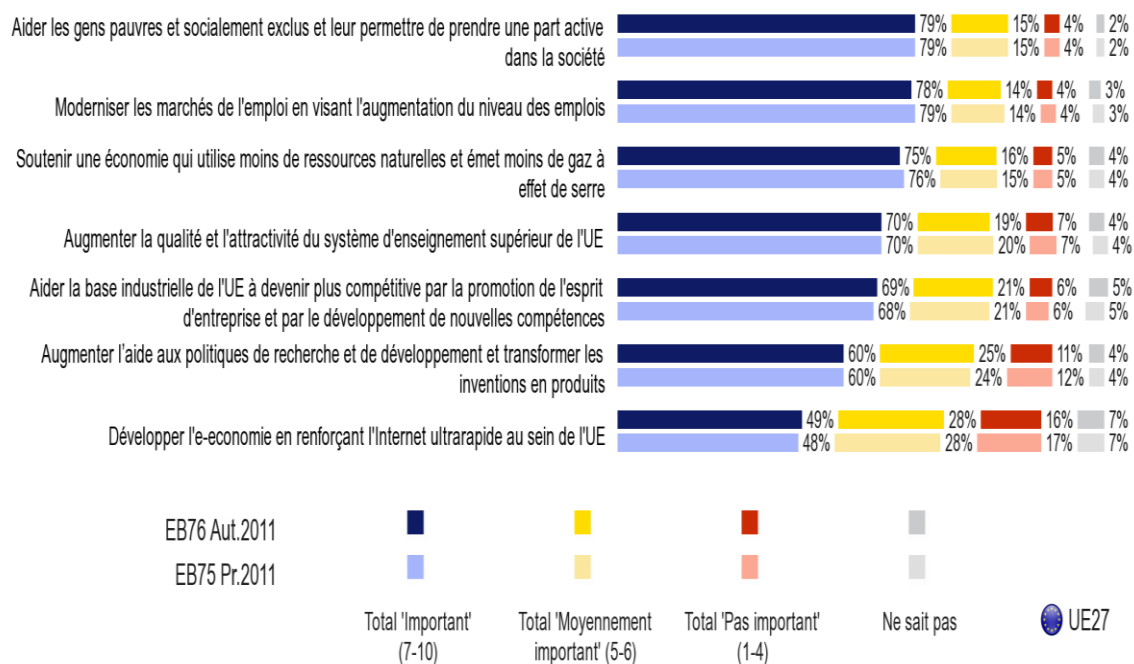
L'initiative « **d'aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences** » progresse d'un point, à 69%, après être restée stable entre le printemps 2010 et le printemps 2011.

Dans l'Union européenne, la proportion des personnes interrogées estimant qu'il est important « **d'augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits** » reste stable depuis le printemps 2011, à 60%, après une très légère hausse d'un point entre l'EB73 (printemps 2010) et l'EB75 (printemps 2011).



« **Développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE** » est une initiative jugée de plus en plus importante depuis le printemps 2010 au niveau européen (46% au printemps 2010 ; 48% au printemps 2011, +2 points, et 49% à l'automne 2011, +1 point). Elle reste cependant la seule initiative qui apparaît comme relativement plus secondaire aux yeux des Européens.. Un peu plus d'un quart des personnes interrogées jugent cette initiative « moyennement importante » (28%, stable), et 16% (-1 point) « pas importante ».

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



Comme lors de l'Eurobaromètre du printemps 2011, une majorité absolue des citoyens de la quasi-totalité des Etats membres de l'Union partage l'idée que les six premières initiatives sont importantes, sans évolution significative. On ne trouve que deux exceptions à cette observation : il s'agit de la France (48%) et du Royaume-Uni (46%), où seule une majorité relative de personnes interrogées juge importante **l'aide aux politiques de recherche et développement**.

Les opinions nationales sont plus partagées sur **le développement de l'e-économie**. On observe ainsi une différence sensible entre les personnes interrogées dans les pays NEM12, où une majorité absolue se dit convaincue de l'importance du développement de l'e-économie et du haut débit (58%) et celles des pays de l'UE15 où cette majorité n'est que relative (47%). Une analyse détaillée par pays montre par ailleurs que cette mesure est considérée comme importante par une majorité absolue de personnes interrogées dans 15 des 27 pays de l'Union.

Il s'agit de l'Irlande (68%), de la Grèce (65%), de la Slovaquie (64%), de la Lituanie (64%), de la Slovénie (63%), de la Bulgarie (60%), de la Pologne (59%), de la Roumanie (58%), de Chypre (57%), de Malte (57%), de la Hongrie (56%), de l'Espagne (56%), de l'Italie (55%), du Portugal (55%) et de la Lettonie (54%).

QB1 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Total 'Important' (7-10)

	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	Développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE
UE27	79%	78%	75%	70%	69%	60%	49%
BE	83%	81%	77%	72%	68%	61%	45%
BG	86%	87%	86%	76%	86%	69%	60%
CZ	76%	88%	75%	68%	76%	64%	48%
DK	71%	77%	78%	78%	72%	71%	34%
DE	85%	82%	86%	84%	64%	66%	49%
EE	75%	76%	70%	66%	71%	52%	48%
IE	85%	85%	75%	77%	80%	72%	68%
EL	91%	91%	84%	84%	83%	73%	65%
ES	88%	85%	79%	83%	73%	69%	56%
FR	75%	69%	73%	62%	66%	48%	33%
IT	71%	72%	69%	58%	69%	56%	55%
CY	91%	92%	83%	86%	87%	62%	57%
LV	85%	90%	73%	75%	83%	60%	54%
LT	84%	82%	81%	74%	79%	64%	64%
LU	83%	71%	74%	73%	74%	56%	34%
HU	83%	85%	82%	67%	79%	69%	56%
MT	89%	84%	83%	85%	71%	66%	57%
NL	82%	80%	78%	72%	73%	60%	47%
AT	73%	75%	80%	75%	61%	59%	49%
PL	76%	77%	69%	64%	65%	56%	59%
PT	84%	85%	75%	74%	73%	66%	55%
RO	81%	83%	75%	73%	73%	67%	58%
SI	91%	94%	84%	69%	88%	72%	63%
SK	84%	93%	82%	77%	82%	67%	64%
FI	88%	88%	81%	71%	83%	62%	47%
SE	88%	81%	92%	80%	77%	76%	27%
UK	72%	71%	64%	54%	59%	46%	39%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

## 2. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRES DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

### ***- Les objectifs chiffrés d'Europe 2020 apparaissent réalistes à une majorité d'Européens -***

Une fois la hiérarchie des différentes initiatives selon leur caractère d'importance établie, les Européens étaient amenés à se prononcer sur le réalisme des objectifs chiffrés fixés par l'Union européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020, en les caractérisant de trois manières possibles : « trop ambitieux », comme il faut » ou « trop modeste ».

Les objectifs testés sont jugés « comme il faut » par une large majorité d'Européens. Six objectifs sur huit recueillent d'abord une majorité absolue d'opinions les considérant comme réalistes, dans une fourchette s'établissant de 50% pour l'objectif « d'abaisser à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification » à 60% pour les objectifs visant à faire que « les trois quarts des hommes et femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi », et à « augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% ». Dans le détail, les autres résultats dans cette fourchette sont les suivants : « augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% », 57% ; « la part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année », 55% ; « réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 », 53%.

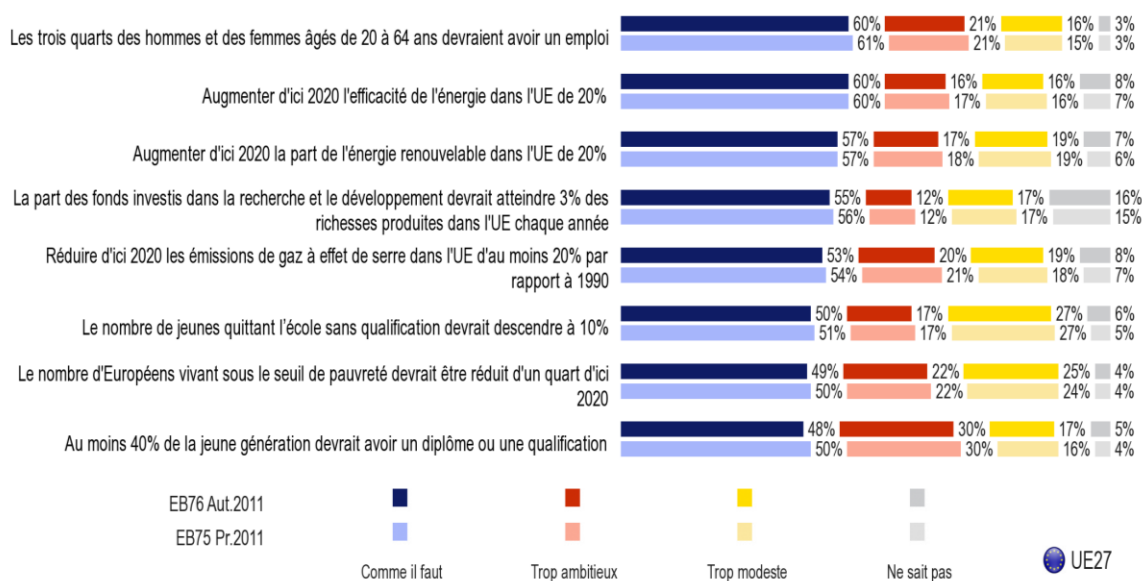
Deux objectifs sur huit recueillent ensuite une large majorité relative, toute proche de la majorité absolue : « réduire le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté d'un quart d'ici 2020 » (49%) et « faire qu'au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification » (48%).

On observe, par rapport à l'Eurobaromètre du printemps 2011, un très léger tassement, puisque le réalisme perçu recule de deux points pour un objectif, d'un point pour cinq autres et reste stable dans les deux restants. Il n'en demeure pas moins que la conclusion principale reste, comme lors de la dernière enquête, qu'une majorité d'Européens juge « comme il faut », c'est-à-dire réalistes et réalisables, tous les objectifs quantitatifs de la stratégie Europe 2020<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



Lorsqu'on analyse les variations de cette question depuis le printemps 2010, on remarque une tendance générale : dans un premier temps, et pour tous les objectifs testés, le réalisme perçu a reculé entre l'EB Standard du printemps 2010 (EB73), et l'enquête d'automne 2010 (EB74) ; puis, cette opinion a de nouveau progressé, ou elle est restée stable – pour deux objectifs sur huit, « augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% », et « le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10% » – entre l'automne 2010 et le printemps 2011. Avant, on l'a dit, de reculer à nouveau pour six objectifs sur huit. Au final, depuis le printemps 2010, la proportion d'Européens jugeant les différents objectifs chiffrés de la stratégie Europe 2020 « comme il faut » a diminué de trois points ou plus pour quatre objectifs, de un à deux points pour trois objectifs, et est restée stable pour un seul.

Evolution de la pertinence perçue des objectifs depuis l'EB Standard 73 du printemps 2010

<b>Objectifs testés : % « comme il faut »</b>	<b>EB73 (Print. 2010)</b>	<b>EB74 (Aut. 2010)</b>	<b>Evol. Aut.2010- Print.2010</b>	<b>EB75 (Print. 2011)</b>	<b>Evol. Print.2011- Aut.2010</b>	<b>EB76 (Aut. 2011)</b>	<b>Evol. Aut.2011- Print.2011</b>	<b>Evol. Aut.2011- Print.2010</b>
Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	<b>63%</b>	59%	-4	61%	+2	<b>60%</b>	-1	-3
La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	<b>56%</b>	54%	-2	56%	+2	<b>55%</b>	-1	-1
Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	<b>55%</b>	53%	-2	54%	+1	<b>53%</b>	-1	-2
Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	<b>58%</b>	57%	-1	57%	=	<b>57%</b>	=	-1
Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	<b>60%</b>	59%	-1	60%	+1	<b>60%</b>	=	=
Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	<b>53%</b>	51%	-2	51%	=	<b>50%</b>	-1	-3
Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification	<b>52%</b>	48%	-4	50%	+2	<b>48%</b>	-2	-4
Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	<b>53%</b>	48%	-5	50%	+2	<b>49%</b>	-1	-4

Les objectifs « faire que les trois quarts des hommes et des femmes de 20 à 64 ans aient un emploi » et « faire que la part des fonds investis dans la recherche et le développement atteigne 3% des richesses produites dans l'UE » sont jugés réalistes par une majorité de personnes interrogées dans tous les pays de l'Union (réponse « comme il faut » de respectivement 60% et 55%), sans particularité nationale notable ; notons simplement qu'à Chypre, l'opinion publique est assez partagée en ce qui concerne l'objectif de faire que les trois-quarts des hommes et des femmes de 20 à 64 ans aient un emploi : 35% estiment que c'est réaliste, contre 33% qui jugent que c'est un objectif « trop modeste ».

Les trois objectifs environnementaux, s'ils sont jugés réalistes par une majorité de personnes interrogées dans tous les pays de l'Union, suscitent toutefois en Belgique, en Suède et en Autriche des proportions de réponses « trop modestes » significativement supérieures à la moyenne européenne. L'objectif « d'augmenter d'ici 2020 la part d'énergies renouvelables dans l'UE de 20% » paraît par exemple trop modeste à 32% des personnes interrogées en Belgique et en Autriche et à 37% en Suède, pour une moyenne européenne de 19%. L'opinion suédoise est encore plus spécifique sur l'objectif de « réduire d'ici à 2020 les émissions de gaz à effet de serre de 20% » puisqu'elle est la seule à avoir un rapport d'opinion aussi partagé entre ceux le considérant comme réaliste et ceux le considérant comme trop modeste (44% contre 40%). Enfin, 29% des personnes interrogées en Autriche, et 28% de celles en Belgique et en Suède jugent trop modeste l'objectif « d'augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% », pour 16% dans l'ensemble de l'Union européenne.

L'opinion suédoise et l'opinion belge se démarquent également de la tendance européenne dans l'appréciation de l'objectif de « réduire à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification » : elles sont les seules où les jugements sur le caractère trop modeste de cet objectif l'emportent sur la perception de son réalisme, nettement en Suède (53% contre 36%), de manière très ténue en Belgique (39% contre 38%). L'opinion française est également atypique et se caractérise par un taux plus élevé que la moyenne européenne de réponses jugeant à la fois l'objectif trop modeste (34%) et trop ambitieux (25%), 36% l'estimant comme il faut.

L'objectif consistant à amener au moins 40% d'une génération à un diplôme ou une qualification est jugé trop ambitieux par une majorité de personnes interrogées dans cinq pays, en Allemagne (55% contre 33% qui le jugent « comme il faut »), en Estonie (49% contre 38%), en République tchèque (47% contre 44%), en Hongrie (44% contre 43%) et en Autriche (43% contre 42%). Il est à l'inverse massivement caractérisé comme trop modeste en Suède (69%), et par une majorité relative de personnes interrogées au Danemark (47%) et en Belgique (45%). Il apparaît réaliste à une majorité dans tous les autres pays de l'Union.

Enfin, ce qui concerne l'appréciation de l'objectif de lutte contre la pauvreté, les réponses « trop modestes » l'emportent de manière serrée dans trois pays, en Suède (44% contre 42% comme il faut), en Belgique (38% contre 37%) et à Chypre (34% contre 30% comme il faut, et 33% trop ambitieux). La réponse « trop ambitieux » arrive, elle, en tête en Grèce, à égalité avec la réponse « comme il faut ».

### 3. LES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR CHACUNE DES INITIATIVES

***- Emploi des jeunes, protection sociale, formation et promotion des énergies renouvelables demeurent en tête des actions jugées prioritaires par les Européens -***

Comme lors des Eurobaromètre précédents, il a ensuite été demandé aux Européens de se prononcer sur les actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre des sept initiatives phares de la stratégie Europe 2020 concernant l'innovation, la jeunesse, Internet, l'énergie, l'industrie, l'emploi et la formation et la lutte contre la pauvreté. Dans chacun de ces domaines, trois actions étaient proposées aux personnes interrogées. Il leur a d'abord été demandé de citer la priorité la plus importante à leurs yeux (Premièrement ?), avec une seule réponse possible ; puis les suivantes (et ensuite ?), avec cette fois la possibilité de donner plusieurs réponses. L'ensemble des réponses aux deux parties de la question fournit un classement global. Dans ce rapport, nous analysons ces deux types de réponses.

Les résultats sont d'une grande stabilité par rapport aux précédentes enquêtes Eurobaromètre. Les deux enquêtes précédentes, de l'automne 2010 (EB74) et du printemps 2011 (EB75), montraient que les priorités proposées par l'Union européenne pour développer l'innovation européenne, aider à l'insertion des jeunes sur le marché du travail, renforcer l'accès de tous à Internet, améliorer l'efficacité des consommations énergétiques, soutenir l'industrie européenne, renforcer les possibilités d'emploi et de formation des actifs et lutter contre la pauvreté et les exclusions étaient accueillies très favorablement par l'opinion européenne et que cela traduisait l'intensité des attentes pour la mise en place d'actions concrètes permettant de sortir de la crise. Ces conclusions continuent de s'appliquer dans cette nouvelle enquête : sur les 21 actions testées, 19 sont jugées prioritaires par une majorité absolue d'Européens.

Au sein de ces 19 actions, la hiérarchie reste inchangée par rapport à l'Eurobaromètre du printemps 2011. **La prégnance dans l'opinion européenne des préoccupations sociales, notamment ayant trait à l'emploi, et dans une moindre mesure environnementale, se lit donc toujours clairement dans cette hiérarchie.**

Parmi les 21 actions testées, six sont jugées plus massivement prioritaires à mettre en œuvre par l'UE<sup>5</sup>. Il s'agit d'augmenter le nombre de jeunes ayant un emploi (83% de citations, stable par rapport à l'enquête précédente), d'augmenter la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (79% de citations, -1 point), de promouvoir des opportunités d'emploi et de formation pour les actifs (75%, -1), d'aider à l'adaptation des gens à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements de carrière (74%, -1), de pérenniser les systèmes de protection sociale et d'améliorer l'accès aux soins (74%, +1) et enfin de promouvoir des énergies renouvelable (73%, stable).

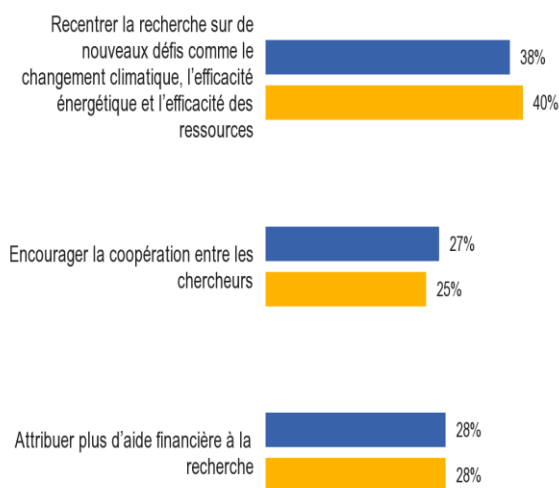
<sup>5</sup> QB3-B9. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE dans le domaine de l'innovation/la jeunesse/internet/l'énergie/l'industrie/l'emploi et la formation/la lutte contre la pauvreté. Premièrement ? Et ensuite ?

### 3.1 Les priorités dans le domaine de l'innovation

Avec 38% de citations (-2 points par rapport à l'EB75), l'opinion européenne fait du recentrage de la recherche sur de nouveaux défis tels que le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources, la première priorité de l'Union en matière d'innovation. Dans la hiérarchie du premier choix, cette action continue de devancer assez nettement l'augmentation des moyens financiers alloués à la recherche (28% stable) et l'encouragement de la coopération entre chercheurs (27%, +2).

En résultats cumulés, la hiérarchie est plus resserrée, et l'encouragement de la coopération entre les chercheurs se classe au deuxième rang. Mais plus que le classement, il faut voir que les trois actions testées s'imposent comme prioritaires à mettre en œuvre pour près de six Européens sur dix, ou plus.

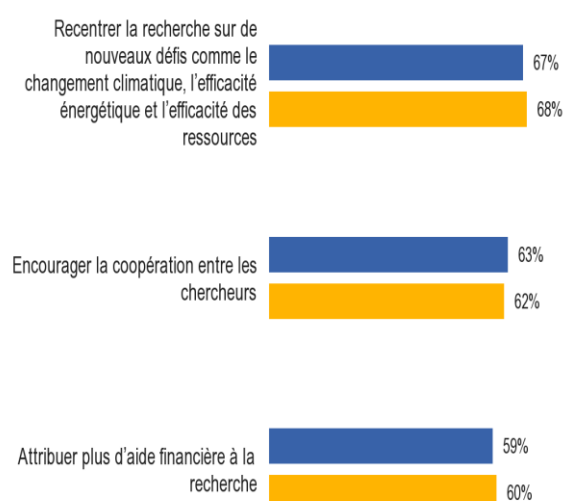
QB3a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE dans le domaine de l'innovation ? Premièrement ?



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

QB3T. Priorités de l'UE (Innovation)



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

Si le recentrage de la recherche sur les nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources se classe en premier dans les deux groupes de pays, on constate que l'encouragement à la coopération entre les chercheurs est une priorité sensiblement plus citée au sein des pays de la zone euro (66%) que des pays non membres de cette zone (58%).

Toujours très sensibles aux préoccupations environnementales, les opinions publiques dans les pays nordiques (63% en Suède, 57% au Danemark et 55% en Finlande) et l'opinion allemande figurent (51%) parmi les plus nombreuses à assigner à l'Union européenne le recentrage de la recherche sur les nouveaux défis environnementaux comme *première priorité* en matière de politique de l'innovation, avec des citations dépassant 50%. C'est également le cas à Chypre (61%) et en Slovaquie (53%).



L'Espagne et la Roumanie se distinguent en étant les deux pays où l'augmentation des moyens de la recherche fait figure de *première priorité* (Espagne 42% ; Roumanie 32%). C'est également le cas en Lettonie, mais à égalité avec le recentrage de la recherche sur les nouveaux défis environnementaux (34%). Enfin, l'opinion italienne est la seule à placer en tête du premier choix de priorités en matière de politique de l'innovation, l'encouragement de la coopération entre chercheurs (35%).

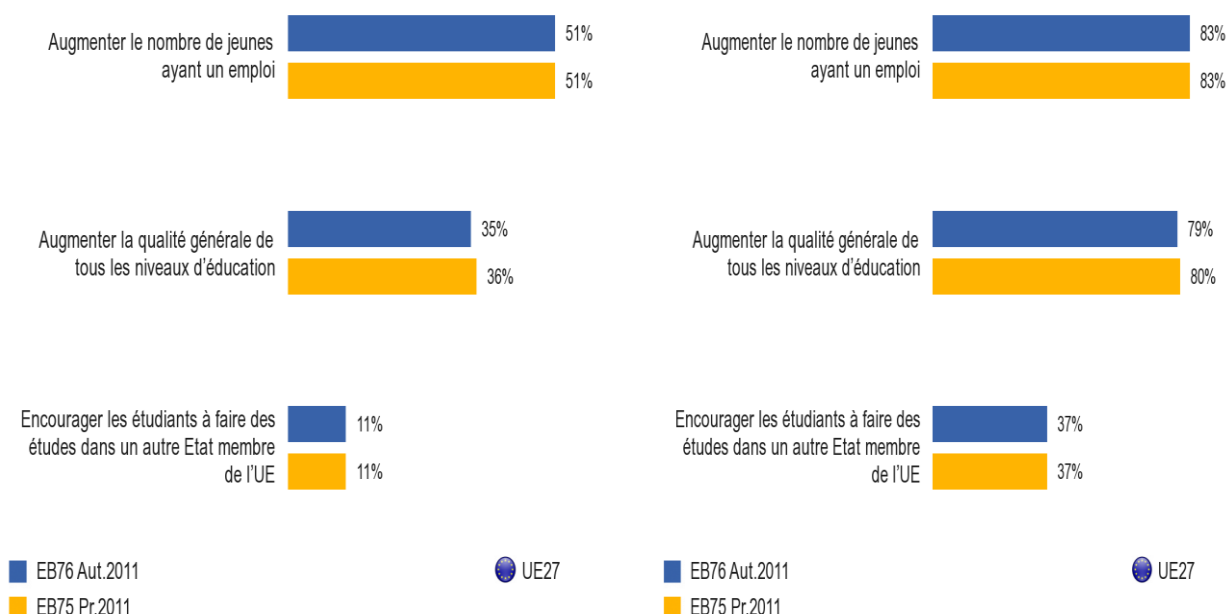
### 3.2 Les priorités dans le domaine de la jeunesse

Les jugements restent très stables sur la perception de la politique de la jeunesse. Favoriser l'emploi des jeunes continue de s'imposer comme la priorité numéro un de l'opinion européenne dans ce domaine. Avec 51% de citations en *première réponse* (stable), l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi continue de devancer nettement l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (35%, - 1 point) et très largement l'encouragement des étudiants à faire des études dans un autre Etat membre de l'UE (11%, stable). Des 21 actions testées, **l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi est la seule à recueillir dès le premier choix des personnes interrogées une majorité absolue de citations** et ce dans 12 Etats membres.

Dans le cumul des réponses, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes (83%, stable) et la qualité générale de l'éducation (79%, -1) s'imposent comme les deux actions prioritaires à conduire devant l'encouragement à la mobilité étudiante (37%, stable). Cette dernière action fait d'ailleurs partie des deux actions sur les 21 testées ne bénéficiant pas d'une adhésion majoritaire dans le cumul des citations, signe de son caractère plus secondaire pour l'opinion européenne.

QB4a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne les jeunes ? Premièrement ?

QB4T. Priorités de l'UE (Jeunes)



Comme constaté déjà lors de l'Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011, les personnes interrogées des pays UE15 sont plus nombreux à citer l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (80%, pour 74% dans les pays NEM12) alors que les personnes interrogées des pays NEM12 citent significativement plus l'encouragement à la mobilité étudiante dans les autres Etats membres (46%, pour 34% dans les pays UE15). La hiérarchie entre les trois priorités est cependant similaire entre ces deux groupes de pays.

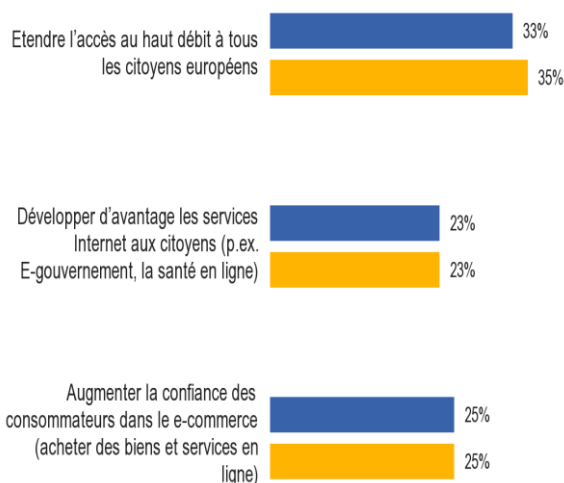
La Bulgarie, la Lettonie, le Luxembourg et les Pays-Bas sont les seuls Etats membres dont les personnes interrogées désignent comme *première priorité* l'augmentation générale de tous les niveaux de qualification. C'est également le cas à Malte, mais à égalité avec l'augmentation de l'emploi des jeunes, item qui arrive en tête dans tous les autres pays. Cette réponse recueille même plus 50% de citations dès le premier choix dans 11 pays de l'Union européenne, avec les points culminants en Finlande (62%), en Hongrie (60%) en Pologne (59%) et au Royaume-Uni (57%).

### 3.3 Les priorités concernant Internet

La première priorité assignée à l'Union européenne par ses citoyens en matière de politique numérique est l'extension de l'internet à haut débit. Avec 33% de citations (-2 points), cette action est citée en *première réponse* avant le renforcement de la confiance des consommateurs dans le commerce électronique (ou "e-commerce") (25%, stable) et le développement des services internet aux citoyens (23%, stable). La hiérarchie est donc inchangée depuis l'Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011.

Dans la hiérarchie des réponses agrégées, on constate que les trois actions sont considérées comme prioritaires par une majorité d'Européens, l'extension de l'internet à haut débit restant en tête de la hiérarchie, la deuxième place étant alors occupée par le développement des services Internet aux citoyens.

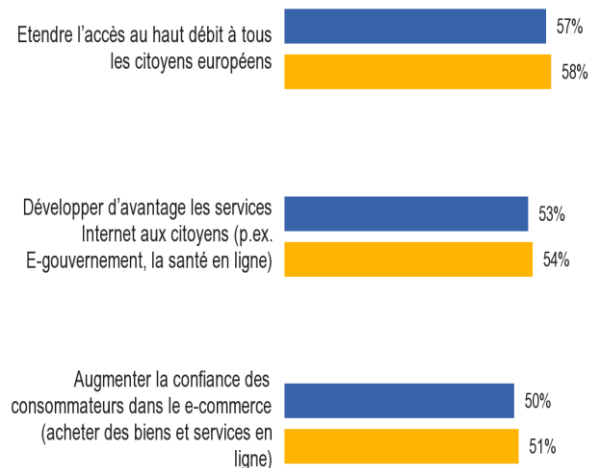
QB5a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne Internet ? Premièrement ?



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

QB5T. Priorités de l'UE (Internet)



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

On note une propension des personnes interrogées des pays membres de la zone euro à citer plus fortement le renforcement de la confiance des consommateurs dans le e-commerce comme priorité assignée à l'Union que les personnes interrogées des pays n'appartenant pas à cette zone (53% pour 44%). Ces deux groupes de pays partagent toutefois le fait de placer en tête de la hiérarchie des priorités le développement du haut débit.

L'extension de l'internet à haut débit arrive en tête des citations comme *première priorité* dans 15 pays de l'Union, avec les niveaux les plus élevés en Pologne (47%), en Slovénie (44%), en Hongrie (43%) et au Danemark (43%). C'est également le cas en Irlande et en Lettonie, mais à égalité avec le développement des services en ligne aux citoyens.

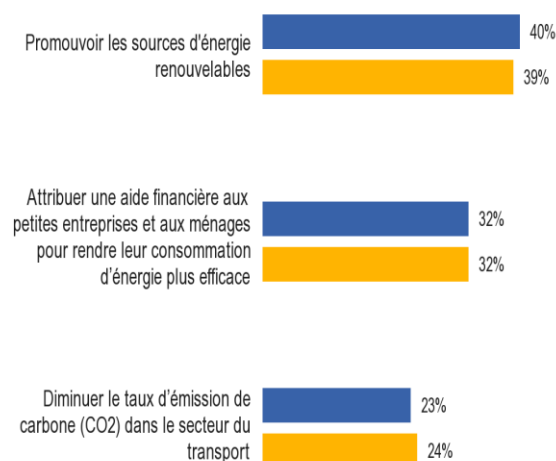
Le développement des services en ligne aux citoyens est cité comme première priorité en Belgique, en Estonie, au Luxembourg, en Bulgarie, en Roumanie et à Malte.

Le renforcement de la confiance des consommateurs dans le commerce électronique s'impose comme première priorité dans quatre pays, en Allemagne, en Italie, au Portugal et à Chypre.

### 3.4 Les priorités dans le domaine de l'énergie

Les opinions sur les priorités à mettre en œuvre en matière énergétique sont également caractérisées par une grande stabilité. La promotion des énergies renouvelables demeure la première priorité des Européens assignée à l'Union en matière de politique énergétique. Elle s'impose nettement en *premier choix* (40%, +1) comme en cumul de réponses (73% stable). Avec respectivement 32% (stable) et 64% (+1) de citations, l'attribution d'une aide financière aux petites entreprises et aux ménages pour rendre leur consommation énergétique plus efficace arrive en deuxième place des deux classements. On trouve enfin au troisième rang la diminution du taux d'émission de CO<sub>2</sub> dans le secteur des transports, cité par 23% des Européens en *première réponse* (-1), et par 60% au total (-1). Les trois actions recueillent donc, en cumul, une majorité absolue de citations sur le caractère prioritaire de leur mise en œuvre.

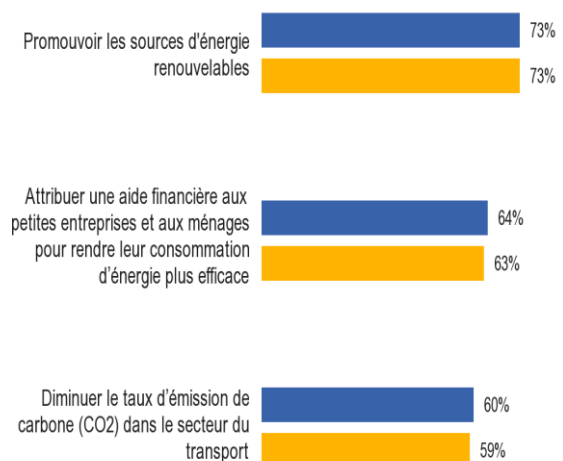
QB6a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'énergie ? Premièrement ?



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

QB6T. Priorités de l'UE (Energie)



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

En *première priorité*, les personnes interrogées au sein des pays UE15 placent largement la promotion des énergies renouvelables devant l'attribution d'une aide financière aux ménages et petites entreprises pour les encourager à maîtriser leur consommation énergétique (42% pour 31%) alors que les personnes interrogées au sein des pays NEM12 font le choix inverse, avec 36% de citations pour la subvention incitative aux ménages et entreprises et 31% pour le développement des énergies renouvelables.

La promotion des énergies renouvelables arrive en tête des citations comme *première priorité* dans 17 pays de l'Union et dépasse les 50% dès le premier choix aux Pays-Bas (62%), au Danemark (62%), en Suède (55%), en Allemagne (55%) et en Finlande (54%). **On mesure là, une fois encore, la grande sensibilité des opinions de ces pays à tous les enjeux environnementaux.**

La mise en place d'une aide financière incitative pour les ménages et les PME se classe en tête de la hiérarchie de la *première priorité* assignée à l'UE en matière de politique énergétique dans neuf pays, en Lettonie (49%), en Irlande (47%), à Malte (41%), en République tchèque (40%), en Slovaquie (38%), en Italie (36%), en Pologne (36%), en Roumanie (35%) et en Bulgarie (35%).

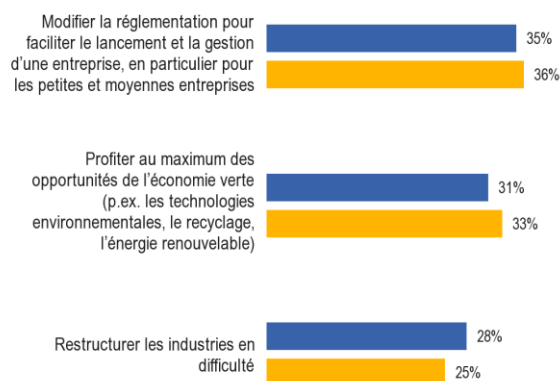
Ces deux actions arrivent enfin à égalité de citations à 36% comme *première priorité* en Hongrie.

### 3.5 Les priorités dans le domaine de l'industrie

L'encouragement à la création d'entreprise en modifiant la réglementation pour faciliter le lancement et la gestion d'une entreprise continue d'être la *première priorité* pour les Européens en matière de politique économique et industrielle, avec 35% de citations en premier (-1 point) et 68% au total (-2). Avec 31% de citations en premier (-2) et 62% au total (-1), le fait que l'Union s'attache à profiter au maximum des opportunités de l'économie verte se classe près de l'encouragement à la création entrepreneuriale. On observe une progression des réponses sur le caractère prioritaire de la restructuration des industries en difficulté, de trois points sur le *premier choix* (à 28%) comme dans le cumul des réponses (à 60%). Cette action se rapproche dans le classement de celle visant à profiter au maximum des opportunités de la croissance verte. La crise sensibilise sans doute avec plus d'acuité l'opinion publique aux enjeux de restructuration industrielle.

Création d'entreprise, saisie des potentialités de la croissance verte, restructuration industrielle : ces trois actions restent, en cumul, jugées prioritaires par une majorité absolue d'Européens.

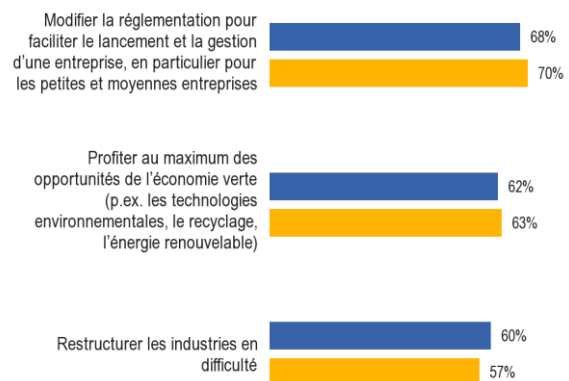
QB7a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne l'industrie ? Premièrement ?



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

QB7T. Priorités de l'UE (Industrie)



■ EB76 Aut.2011  
■ EB75 Pr.2011

● UE27

La hiérarchie de la première priorité assignée à l'UE dans le domaine de la politique industrielle varie sensiblement entre les pays de la zone euro et les pays hors zone euro : au sein des premiers, le développement de l'économie verte (35%) se classe devant l'encouragement à la création d'entreprises (32%) et la restructuration des industries en difficultés (28%) ; au sein des pays n'appartenant pas à la zone euro, c'est la simplification de la création d'entreprises (40%) qui apparaît comme le plus prioritaire, assez nettement devant la politique de restructuration industrielle (27%) et la maximisation des opportunités de la croissance verte (25%).

La facilitation de la création d'entreprise se classe en tête de la *première priorité* fixée à l'Union dans 11 pays, avec les plus forts taux en Lettonie (50%) et en Irlande (48%).

La maximisation des potentialités de l'économie verte arrive, elle, au premier rang des citations dans neuf pays, avec les plus hauts niveaux relevés au Danemark (49%), en Suède (47%) et en Allemagne (46%).

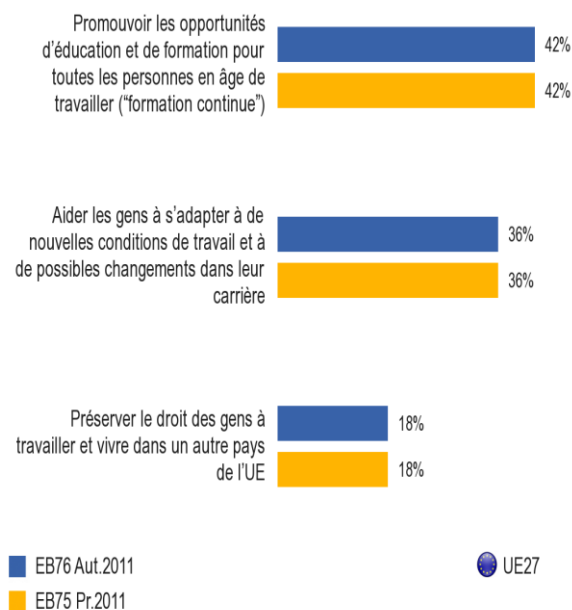
La politique de restructuration des industries en difficultés est désormais désignée comme *première priorité* dans cinq pays (au Portugal (40%), en Grèce (39%), en Hongrie (36%), en Italie (35%) et à Malte (33%)) alors que ce n'était le cas qu'à Malte et au Portugal lors de l'Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011. On le voit encore, la crise économique renforce les attentes en matière de politique d'aide aux industries en difficulté.

Enfin, maximisation des possibilités offertes par l'économie verte et soutien à la création d'entreprise sont cités à égalité, à 35%, comme première priorité en Belgique. En France, c'est la restructuration industrielle qui arrive à égalité (32%) avec le développement de la croissance verte dans la hiérarchie de la *première priorité* affectée à l'UE.

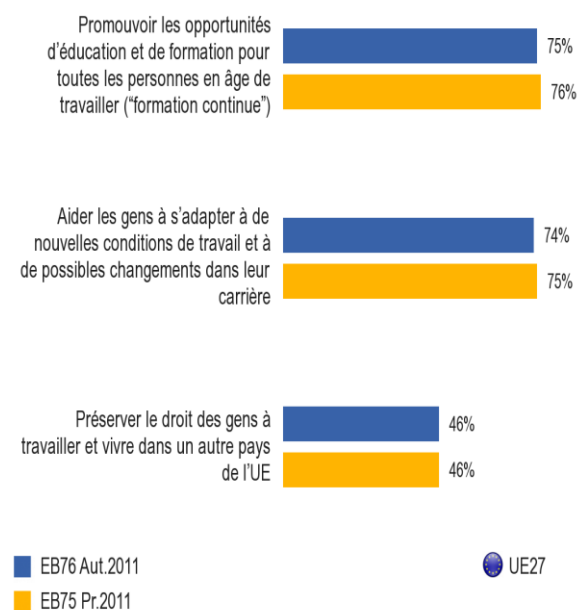
### 3.6 Les priorités dans le domaine de l'emploi et la formation

Les opinions sont stables dans la définition des priorités en matière d'emploi et de formation. La promotion des opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler continue d'être désignée en tête des priorités affectées par les Européens à l'Union européenne en la matière, avec 42% de citations *en premier* (stable) et 75% au total (-1). Elle se situe juste devant l'aide à l'adaptation à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans les carrières avec respectivement 36% (stable) et 74% (-1) de citations. Ces deux priorités devançant très nettement la préservation du droit des gens à travailler et vivre dans un autre pays de l'Union européenne, qui recueille 18% des citations *en premier choix* (stable), et 46% en cumul (stable). Cette action figure parmi les deux ne bénéficiant pas de l'adhésion de plus d'un Européen sur deux, peut-être parce que ce droit paraît allant de soi aujourd'hui à une large majorité d'entre eux.

QB8a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne les emplois et les compétences ? Premièrement ?



QB8T. Priorités de l'UE (Emplois et compétences)



En ce qui concerne les politiques de l'emploi et de la formation, la hiérarchie des actions prioritaires diffère sensiblement entre les pays UE15 et les pays NEM12 : ainsi, la promotion des opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler ("formation continue") arrive en tête en *première réponse* dans les pays UE15 (46%) alors qu'elle ne se classe qu'au deuxième rang dans les pays NEM12 (28%), assez loin derrière l'aide à l'adaptation à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans la carrière (42% pour 34% dans les pays UE15).

La promotion de la formation continue tout au long de la vie est citée comme *première priorité* de la politique européenne de l'emploi dans 13 pays de l'UE et dépasse les 50% de citations en premier choix en Suède (62%), au Danemark (56%), aux Pays-Bas (54%), au Royaume-Uni (53%) et en Allemagne (51%).

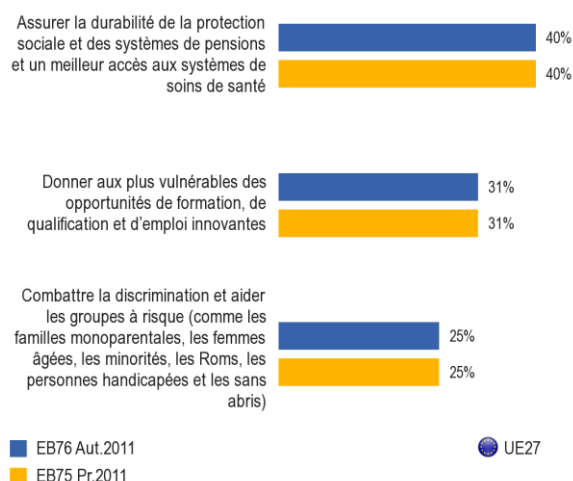
La mise en place de politique d'aide à la population active pour s'adapter aux nouvelles conditions de travail et aux changements de carrière arrive en tête comme *première priorité* de l'Union dans les 14 autres pays, avec une majorité absolue de citations à Chypre (54%) et en Hongrie (51%).

### 3.7 Les priorités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté

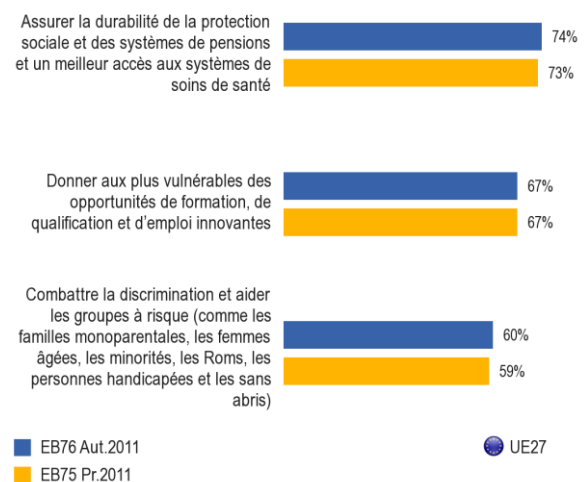
Toutes les actions testées pour la politique de lutte contre la pauvreté sont, en cumul, jugées prioritaires par une majorité absolue d'Européens. La pérennisation de la protection sociale et l'amélioration de l'accès au soin est en tête de la hiérarchie des *premières réponses* (40%, stable), comme des réponses cumulées (74%, +1). Le fait d'offrir aux plus vulnérables des opportunités de formation, de qualification et d'emploi innovantes se classe au second rang, avec 31% d'Européens en faisant leur *première priorité* (stable) et 67% de citations au total (stable). La lutte contre les discriminations, 25% de citations *en premier* (stable), et 60% au total (+1), se classe au troisième rang.

Si la garantie de la protection sociale et l'amélioration de l'accès à la santé se classe en tête de la *première priorité* affectée à l'UE dans le domaine de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté au sein des deux groupes de pays, on relève toutefois un taux de citation sensiblement plus élevé au sein des pays NEM12 (46%) qu'au sein des pays UE15 (38%). Assurer la durabilité de la protection sociale, des régimes de retraites et améliorer l'accès aux soins est classée première priorité dans 22 pays de l'Union et recueille plus de 50% de citations dès le *premier choix* au sein des Etats baltes (Lettonie (54%), Estonie (53%), Lituanie (52%)), en Slovénie (51%), en Slovaquie (51%) et en Suède (51%).

QB9a. D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'UE en ce qui concerne la pauvreté ? Premièrement ?



QB9T. Priorités de l'UE (Pauvreté)





La politique visant à donner aux plus fragiles des opportunités innovantes de formation et d'emploi est désignée comme *première priorité* de la politique européenne de lutte contre la pauvreté dans quatre pays, au Luxembourg (46%), en Irlande (44%), à Malte (43%) et au Royaume-Uni (34%).

Ces deux actions sont citées à égalité comme *première priorité* aux Pays-Bas (38%).

La lutte contre les discriminations n'est la première priorité dans aucun pays, mais elle est citée par plus d'un tiers des personnes interrogées en Finlande (34%).

Sur l'ensemble de ces questions, si on observe des variations entre groupes de pays, et d'autres plus marquées encore entre Etats membres, on note en revanche très peu de différences selon le profil sociodémographique des Européens. Au-delà des particularités nationales analysées dans la désignation de la *première priorité*, il convient de rappeler que les 19 actions qui réunissent une majorité absolue de suffrages en cumul de citations sur leur caractère prioritaire au niveau européen le font également dans la quasi-totalité des cas au niveau de chaque pays. A partir de ce constat, on peut donc conclure, comme lors de la dernière enquête du printemps 2011, qu'il existe une demande consensuelle et générale au sein de l'opinion publique européenne pour des politiques actives en faveur de l'éducation et de l'emploi des jeunes, de la garantie de la protection sociale et de l'accès aux soins pour tous, et du soutien à la croissance verte et au développement durable.

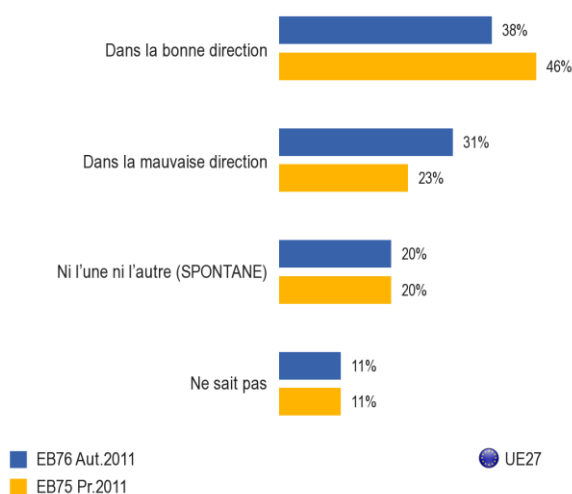
## 4. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPEENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

### - Les jugements sur la politique de sortie de crise de l'Union européenne se détériorent -

Alors que les jugements sur l'importance des initiatives phares, le réalisme des objectifs quantitatifs et le caractère prioritaire des actions fixées dans le cadre de la stratégie Europe 2020 sont marqués dans cette enquête par une grande stabilité, les opinions sur la direction suivie par l'Union européenne pour sortir de la crise connaissent en revanche une nette dégradation.

Un peu moins de quatre Européens sur dix (38%) considèrent aujourd'hui que l'UE « va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux », un pourcentage en recul de huit points par rapport à l'Eurobaromètre du printemps 2011 (EB75). 31% estiment à l'inverse que l'UE emprunte une mauvaise direction, une proportion en hausse de huit points. Un sur cinq (stable) juge

QB10. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



*spontanément* que l'UE ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction et 11% (stable) n'expriment pas d'opinion. La stabilité de la réponse « ni, ni » et du taux de sans opinion montre donc qu'en six mois un glissement vers une perception négative de la politique de sortie de crise de l'Union s'est opérée au sein de l'opinion publique européenne.

Les jugements positifs sont ainsi en baisse de 9 points au sein des pays n'ayant pas adopté la monnaie unique, de 8 points au sein des pays UE15, de 7 points au sein des pays de la zone euro et de 6 points au sein des pays NEM12. Cette orientation à

la baisse resserre considérablement le rapport jugements positifs-jugements négatifs au sein des pays UE15 (35% contre 33%) et des pays de la zone euro (35% contre 32%). Elle n'empêche pas en revanche pour l'instant les jugements positifs de continuer à dominer largement au sein des pays NEM12 (51% contre 23%) ainsi que dans les pays n'appartenant pas à la zone euro (46% contre 29%).

Aux seules exceptions de la Lettonie (+2 points), de la Suède (+1) et du Danemark (+1), la tendance à la dégradation des jugements selon lesquels l'UE va dans la bonne direction pour sortir de la crise est ainsi tangible dans tous les pays de l'Union. Elle est particulièrement importante dans cette enquête au Royaume-Uni (-17 points), en Roumanie (-14), en Irlande (-14), en Belgique (-12), en Slovaquie (-12), en Espagne (-12), en Hongrie (-9) et en Italie (-8). Cette tendance affecte autant donc des pays qui se montraient déjà dans l'enquête précédente du printemps 2011 sensiblement plus critiques que la moyenne européenne sur la politique de sortie de crise de l'Union, comme l'Espagne et l'Italie, que des pays qui se caractérisaient par un taux d'approbation de cette politique nettement supérieure à la moyenne européenne, comme la Roumanie, la Belgique ou la Slovaquie.

Sous l'effet de ces évolutions, les jugements négatifs l'emportent désormais dans cinq pays, en Espagne (46% contre 28% de réponses « dans la bonne direction »), en Grèce (42% contre 32%), au Royaume-Uni (42% contre 32%), en Italie (34% contre 21%) et au Portugal (33% contre 30%) alors que ce n'était le cas qu'en Grèce lors du précédent Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011.

Les jugements positifs dominent donc dans 22 pays, avec leurs plus hauts niveaux en Suède (67%), en Lituanie (65%), en Bulgarie (60%), en Pologne (57%) et en Finlande (57%). L'avance des jugements positifs est nettement plus ténue en France (37% contre 35%). Ils sont supérieurs ou égaux à 50% dans 10 pays, alors que c'était le cas dans 17 pays dans l'enquête précédente du printemps 2011. En Roumanie, en Belgique, en Slovaquie, en Hongrie, au Luxembourg, en République tchèque et aux Pays-Bas, les jugements positifs ne suscitent plus désormais que l'adhésion d'une majorité relative de personnes interrogées, pour une majorité absolue lors du précédent Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011.

L'analyse sociodémographique montre en premier lieu que la direction suivie par l'Union européenne pour sortir de la crise est d'autant mieux perçue que l'on est jeune et que l'on bénéficie d'une bonne situation sociale. Ainsi, 48% des 15-24 ans portent une appréciation positive sur la direction suivie pour sortir de la crise, pour 35% des 55 ans et plus. L'appréciation favorable est partagée par 46% de personnes ayant poursuivi leurs études après 19 ans, 48% des étudiants, 48% des cadres et 45% des personnes se positionnant en haut de l'échelle sociale mais seulement 28% de ceux ayant arrêté leurs études avant 16 ans, 39% des ouvriers, 34% des chômeurs, 31% des personnes au foyer, et 33% des personnes se plaçant en bas de la stratification sociale.

Elle révèle en second lieu que la tendance à la nette dégradation des jugements positifs concerne la totalité de la population européenne et, par conséquent, aussi bien les catégories les plus favorables que les moins favorables. En d'autres termes, les opinions positives reculent au sein des catégories traditionnelles de soutien de l'Union européenne comme au sein des catégories traditionnellement plus critiques :

- par rapport à l'Eurobaromètre Standard 75 du printemps 2011, les jugements positifs quant à la politique de sortie de crise conduite par l'Union européenne (en chute de huit points chez l'ensemble des Européens) régressent ainsi par exemple de six points chez les hommes, de huit points chez les 15-24 ans, de sept points chez les personnes ayant poursuivi leurs études après 19 ans, de 11 points chez les étudiants, de neuf points chez les cadres et les personnes s'autopositionnant en haut de l'échelle sociale
- dans le même temps, ces jugements positifs sont en diminution de 10 points chez les femmes, de six points chez les personnes âgées de 55 ans et plus, de sept points chez les personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans, de neuf points chez les chômeurs, de huit points chez les personnes au foyer et de six points chez les personnes se situant en bas de l'échelle sociale

**QB10** Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)	Ne sait pas
UE27	38%	31%	20%	11%



#### Sexe du répondant

Homme	42%	32%	18%	8%
Femme	35%	30%	22%	13%



#### Age

15-24	48%	27%	17%	8%
25-39	40%	31%	19%	10%
40-54	36%	33%	20%	11%
55 +	35%	31%	22%	12%



#### Age de fin d'études

15-	28%	36%	22%	14%
16-19	37%	32%	21%	10%
20+	46%	26%	18%	10%
Toujours étudiant	48%	26%	17%	9%



#### Echelle d'occupation du répondant

Indépendants	35%	33%	23%	9%
Cadres	48%	25%	18%	9%
Autres employés	39%	30%	21%	10%
Ouvriers	39%	33%	18%	10%
Hommes/ femmes au foyer	31%	31%	22%	16%
Chômeurs	34%	38%	18%	10%
Retraités	35%	31%	22%	12%
Etudiants	48%	26%	17%	9%



#### Difficultés à payer ses factures

La plupart du temps	28%	39%	22%	11%
De temps en temps	33%	35%	21%	11%
Pratiquement jamais	43%	28%	19%	10%

#### Autopositionnement sur l'échelle sociale

Bas (1-4)	33%	36%	20%	11%
Moyen (5-6)	38%	30%	21%	11%
Haut (7-10)	45%	29%	17%	9%